

19 septembre 2019

(19-6054)

Page: 1/2

**Groupe de travail du commerce,
de la dette et des finances**

FINANCEMENT DU COMMERCE: FAITS NOUVEAUX

RAPPORT DU SECRÉTARIAT DE L'OMC

1.1. Cette courte note résume certains faits nouveaux intervenus en matière de financement du commerce depuis la dernière réunion du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances (21 juin 2019).

1.2. Le 3 juillet, le Directeur général de l'OMC, Roberto Azevedo, et le Directeur général de la Société financière internationale (la SFI, branche privée du Groupe de la Banque mondiale), Philippe Le Houérou, ont lancé une nouvelle publication intitulée "Le financement du commerce et le défi de la mise en conformité: Une vitrine de la coopération internationale". Cet ouvrage peut être téléchargé gratuitement à l'adresse www.wto.org. Il fait état de la mobilisation des organisations internationales après une réunion conjointe organisée dans le cadre des réunions d'automne 2018 du FMI et de la Banque mondiale, pendant laquelle elles se sont engagées à coopérer pour atténuer l'impact sur le financement du commerce de la réduction des relations de correspondances bancaires qui touche principalement les pays en développement. Depuis la fin de la crise financière, le risque réglementaire perçu, combiné à la faible capacité du secteur financier dans certains pays, avait créé de nouveaux écarts en matière d'offre de financement du commerce qui ont principalement touché les banques des pays en développement et des pays les moins avancés. Un nouveau débat sur les questions de réglementation avec le Conseil de stabilité financière et d'autres organismes de réglementation a porté à croire que l'on pouvait aider à résoudre ces difficultés en renforçant les capacités dans les petites banques locales, notamment en ce qui concerne l'adoption de nouvelles réglementations financières. La publication met en évidence les activités de renforcement des capacités récemment entreprises par la SFI, avec la participation de l'OMC, au Rwanda, à Madagascar, au Zimbabwe et en Zambie. Elle mentionne les questions traitées, les idées formulées par les participants ainsi que les enseignements tirés. Elle décrit en outre des activités semblables organisées par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque asiatique de développement (BASD) et la Banque islamique de développement (BISD). Le Secrétariat de l'OMC continuera à participer à ces activités de renforcement des capacités au second semestre de 2019, notamment avec la SFI, la Banque africaine d'import-export (une filiale de la Banque africaine de développement) et la BERD.

1.3. La table ronde qui a suivi le lancement de la publication a donné aux Membres de l'OMC la possibilité de dialoguer avec de hauts représentants de la SFI et des banques multilatérales de développement. Interrogés sur ce qui pouvait être fait de plus pour remédier au déficit de financement du commerce, les participants ont apporté certaines réponses: le fait que le financement du commerce est un actif à faible risque devrait être souligné auprès du public (BASD); 75% des clients du programme de financement du commerce de la BASD sont de petites et moyennes entreprises (PME), et aucun défaut de paiement commercial n'a jamais été enregistré en dix ans de fonctionnement (BASD); la sensibilisation des PME et des banques locales au financement du commerce devrait être poursuivie car 60% des demandes de financement émanant de PME sont rejetées du fait qu'elles ne suivent pas les bons protocoles lorsqu'elles sont présentées (BISD); l'adoption des technologies par les banques est essentielle pour réduire les coûts opérationnels du financement du commerce (BERD); le renforcement des capacités devrait être conçu sur mesure car le développement du secteur financier et son intégration dans les chaînes de valeur diffèrent selon les pays et les régions (SFI); parallèlement, la mobilisation actuelle devrait être économe en ressources, et les matériels de formation de diverses institutions devraient être regroupés et évalués (SFI); des diagnostics par pays sont nécessaires pour cibler correctement et efficacement le renforcement des capacités et les conseils dispensés aux pays (tous les participants). Il a aussi été

souligné que, dans l'exercice de suivi et d'évaluation OCDE-OMC mené dans la perspective de l'Examen global de l'Aide pour le commerce de 2019, le manque d'accès au financement du commerce au niveau local a été considéré comme un obstacle à la diversification économique par 60 Membres de l'OMC en développement et 14 donateurs ayant répondu.

1.4. Le 3 septembre, la Banque asiatique de développement a publié l'édition 2019 de son enquête intitulée "Trade Finance Gaps, Growth and Jobs Survey" (ADB Brief n° 113, disponible à l'adresse www.adb.org/publications). Le Secrétariat de l'OMC, conjointement avec de nombreuses autres organisations partenaires privées et publiques, a apporté des contributions à l'enquête. Les participants incluaient 112 banques de 47 pays, 53 organismes privés et publics de crédit à l'exportation de 17 pays, 39 sociétés de forfaitage de 20 pays, et 336 entreprises de 68 pays.

1.5. La Banque asiatique de développement a estimé que le déficit mondial de financement du commerce pour 2018 était important mais stable, à 1 500 milliards de dollars EU. Même si le financement du commerce ne dépassait pas le taux de défaut de 0,2% par transaction en moyenne, l'offre restait insuffisante pour répondre à la demande. Plus de 40% des demandes de financement du commerce rejetées par les banques émanaient de PME. La moitié des PME rejetées abandonnaient la transaction car elles ne parvenaient pas à trouver d'autres solutions adéquates de financement. Dans 18% des cas, elles avaient recours au financement "informel" et, dans 16% des cas seulement, elles trouvaient une autre source de financement "formel". Les rejets étaient dus à divers facteurs, principalement l'absence de garanties, l'absence de renseignements pertinents pendant la procédure de demande, et l'absence de rentabilité pour les banques. L'adoption de nouvelles technologies était généralement peu répandue dans les pays en développement et la plupart des acteurs ayant participé à l'enquête se plaignaient de leur coût élevé et de l'absence de normes internationales en matière de financement numérique (manque d'"interopérabilité" des plates-formes numériques). L'enquête est plutôt pessimiste quant aux perspectives à court terme pour ce qui est de réduire les déficits de financement du commerce: 60% des banques ayant répondu s'attendent en effet à une augmentation du déficit mondial de financement du commerce au cours des deux prochaines années.
